

## **Le retrait de l'Opération Barkane du Mali vu par la presse française**

Kouassi Touffouo Frederic **PIRA**

Université Alassane Ouattara

Bouaké - Côte d'Ivoire

[pirafred2000@yahoo.fr](mailto:pirafred2000@yahoo.fr)

### **Résumé**

Cette étude examine la couverture médiatique française du retrait de l'Opération Barkane du Mali, un tournant majeur dans les relations franco-maliennes. Comment la presse française a-t-elle rapporté cet événement et comment cette couverture a-t-elle influencé les perceptions publiques et diplomatiques ? L'hypothèse principale est que la mise en avant par les médias français des effets déstabilisants des coups d'État au Mali et de la coopération avec le groupe Wagner a accentué la perception d'une rupture définitive entre la France et le Mali. Les théories utilisées incluent le *framing* d'Erving Goffman (1974), qui analyse la manière dont les médias structurent les informations pour orienter les perceptions, et l'encodage/décodage de Stuart Hall (1973), qui examine la création, l'interprétation et la réception des messages médiatiques en fonction des contextes culturels et sociaux. L'objectif de cette étude est d'analyser comment la presse française a représenté le retrait de Barkane et d'évaluer son impact sur les perceptions et attitudes envers la politique étrangère française et la situation au Mali. La méthodologie se concentre sur les contenus médiatiques de divers médias français (presse écrite, télévision, radio, sites Internet, réseaux sociaux) et les déclarations d'hommes politiques français, couvrant la période du 17 février 2022 au 31 août 2024. Les résultats montrent que les médias français ont souligné la perte d'influence de l'ancienne puissance coloniale au Mali, forgeant une narrative de défaite stratégique pour la France et accentuant les tensions diplomatiques avec le Mali, tout en mettant en lumière la complexité des dynamiques géopolitiques au Sahel.

**Mots-clés :** France, Mali, médias, presse, terrorisme.

### **Abstract**

This study examines the French media coverage of the withdrawal of Operation Barkane from Mali, a significant turning point in Franco-Malian relations. The core question is how the French press reported this event and how this coverage influenced public and diplomatic perceptions. The main hypothesis posits that the emphasis by French media on the destabilizing effects of the coups d'état in Mali and the cooperation with the Wagner group has intensified the perception of a definitive rupture between France and Mali. The theories employed include Erving Goffman's (1974) framing, which analyzes how media structures information to shape perceptions, and Stuart Hall's (1973) encoding/decoding, which examines

how media messages are created, interpreted, and received according to cultural and social contexts. The study aims to analyze how the French press represented the withdrawal of Barkhane and assess its impact on perceptions and attitudes towards French foreign policy and the situation in Mali. The methodology focuses on media content from various French outlets (print media, television, radio, websites, and social networks) and statements from French politicians, covering the period from February 17, 2022, to August 31, 2024. Results reveal that French media highlighted the loss of influence of the former colonial power in Mali, shaping a narrative of strategic defeat for France and exacerbating diplomatic tensions with Mali, while also highlighting the complexity of geopolitical dynamics in the Sahel.

**Keywords:** France, Mali, media, press, terrorism.

## Introduction

Depuis l'ère coloniale, les relations entre la France et ses anciennes colonies africaines ont été caractérisées par une coopération militaire complexe et parfois controversée. Une des premières grandes interventions françaises en Afrique a eu lieu au Tchad en 1969, avec l'Opération Limousin, marquant le début d'une série d'engagements militaires sur le continent. Mais, le mouvement des anciens combattants africains, qui a émergé au cours des dernières décennies, a souligné les paradoxes et les implications néocoloniales de ces interventions. Ces anciens combattants ont plaidé pour une réévaluation critique de la relation militaire entre l'Afrique et la France en prenant soin de dénoncer une coopération souvent perçue comme exploitative. Toutefois, ces interventions se sont succédées au fil des décennies, avec des opérations notables telles que l'Opération Manta au Tchad (1983), l'Opération Turquoise au Rwanda (1994), l'Opération Licorne en Côte d'Ivoire (2002), et plus récemment les Opérations Serval (2013) et Barkhane (2014) au Mali. Ces opérations, sollicitées par l'État malien, avaient pour objectifs principaux de stabiliser les régions en proie à l'insécurité et de lutter efficacement contre les groupes terroristes opérant au Sahel. L'intervention militaire française au Mali s'inscrit dans une longue histoire de coopération et d'engagement de la France en Afrique, particulièrement dans ses anciennes colonies. L'Opération Serval, lancée le 11 janvier 2013 a marqué le début d'une nouvelle phase dans cette relation. Elle répondait à l'appel urgent du gouvernement malien alors que les groupes jihadistes<sup>1</sup> menaçaient de s'emparer de la capitale, Bamako. Le président par intérim Dioncounda Traoré<sup>2</sup> dans une lettre datée du 10 janvier 2013, a sollicité l'aide militaire de

---

<sup>1</sup> Les jihadistes sont des individus ou groupes militants qui revendiquent le jihad, concept islamique signifiant "effort" ou "lutte", et qui peut inclure l'effort spirituel personnel ou la défense de l'islam. Dans le contexte malien, le terme jihadiste désigne principalement les groupes armés violents tels qu'Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI), le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM), ou encore l'État islamique au Grand Sahara (EIGS) qui s'opposent à l'autorité de l'État malien, qu'ils perçoivent comme illégitime ou influencé par des puissances étrangères, notamment la France.

<sup>2</sup> Dioncounda Traoré, né le 23 février 1942 à Kati, est un homme d'État malien qui a occupé le poste de Président de l'Assemblée nationale de 2007 à 2012. Suite à la démission du président Amadou Toumani Touré le 8 avril 2012, Dioncounda Traoré est investi Président de la République par intérim le 12 avril 2012. Il assure la transition jusqu'à l'élection présidentielle des 28 juillet et 11 août 2013, qui voit la victoire d'Ibrahim Boubacar Keïta. Dioncounda Traoré lui transmet officiellement le pouvoir le 4 septembre 2013.

la France, appelant son homologue français François Hollande à intervenir face à l'avancée des groupes armés du Nord. Isabelle Lasserre et T. Orberle (2013, p.33) soutiennent :

En réaction, le 11 janvier 2013, à la suite d'un Conseil restreint de défense, François Hollande ordonne aux armées d'intervenir au Mali et fixe des objectifs militaires très clairs : « stoppez l'ennemi, aidez le gouvernement français à reconquérir le pays, détruisez les terroristes (...). Cherchez les otages et préservez-les bien sûr en cas d'opérations à proximité.

Selon A. d'Evry (2015, p.22) : « À peine cinq heures après la décision du Président de la République, les forces spéciales, leurs hélicoptères, l'armée de l'air entrent en action. » Cette réactivité est corroborée par les propos du président français François Hollande dans son adresse du 11 janvier 2013 : « Les forces armées françaises ont apporté cet après-midi leur soutien aux unités maliennes pour lutter contre ces éléments terroristes. Cette opération durera le temps nécessaire. J'informerai régulièrement les Français sur son déroulement. »

Ces déclarations, relayées par F. Dartois (2020) sur le site de l'Institut National de l'Audiovisuel (INA), mettent en évidence l'engagement immédiat et déterminé de la France pour contrer la menace jihadiste au Mali. Pour (A. d'Evry, op.cit, p.22) :

La réponse immédiate de la France a reposé sur l'action conjuguée des forces spéciales et frappes de l'armée de l'air pour respectivement mettre un coup d'arrêt à l'offensive des djihadistes et les priver de leur chaîne logistique. En parallèle, les forces conventionnelles prépositionnées convergeaient vers Bamako pour assurer la protection des ressortissants européens et préparer l'arrivée des renforts de métropole.

Dans ce cadre, lors de sa conférence de presse à Dubaï le 15 janvier 2013, François Hollande a évoqué le sort des terroristes, en soulignant que l'objectif principal était de les éliminer ou de les capturer, si possible, afin d'assurer qu'ils ne puissent plus constituer une menace à l'avenir. Sur cette sortie, M. Dubuy (2013, p.35) écrit :

Casser les reins des terroristes », c'est la formule qu'a employée sans détour le président F. Hollande pour décrire l'objectif fixé aux soldats français dans le cadre de l'opération Serval lancée depuis janvier 2013 au Mali. À la question « que faire des terroristes ? », il répondait avec la plus grande dureté : « les détruire ».

Malgré ces intentions claires et fermes exprimées publiquement, l'Opération Serval n'a pas permis d'éliminer les jihadistes. Elle a uniquement réussi à ralentir leur progression vers la capitale, à limiter leurs attaques et à les contenir dans certaines zones du Mali. Cependant, les jihadistes ont su étendre leur influence et déployer des réseaux, transformant ainsi le conflit en un terrorisme transfrontalier qui sévit désormais dans le vaste désert sahélien. Face à ces développements du terrorisme sahélien, les présidents du Burkina Faso, du Mali, du Niger, du Tchad et de la Mauritanie ont lancé le G5 Sahel le 16 février 2014. Cette initiative a conduit à des décisions clés, consolidant le G5 en tant que cadre central pour la coordination des efforts de sécurité et de défense dans la région. Dans cette logique de coopération renforcée, l'Opération Serval a été remplacée par l'Opération Barkhane en août 2014, avec un mandat élargi à l'ensemble du Sahel, couvrant ainsi les cinq pays impliqués. Le ministre de la Défense de la France à l'époque, Jean-Yves Le Drian, écrit en préface à l'article de S. Le Gouriellec (2016, p. 11) ce qui suit :

La France a pris des engagements forts dans le domaine de la défense afin d'appuyer le retour à la stabilité et la lutte de nos partenaires africains contre la menace terroriste dans l'ensemble de la zone saharo-sahélienne. Depuis lors, le 1er août 2014, l'opération Barkhane a pris la suite de l'opération Serval sur un théâtre d'opération aussi vaste que l'Europe.

L'Opération Barkhane avait pour objectif de mener une lutte continue contre les groupes terroristes tout en soutenant les forces locales dans la sécurisation de leurs territoires. Cependant, au fil des années, l'Opération Barkhane s'est heurtée à de nombreux obstacles. La montée en puissance des groupes jihadistes, la complexité des alliances locales, la faiblesse des États sahéliens, et les tensions politiques internes ont rendu la mission de plus en plus difficile. Dans un tel contexte, les terroristes ont continué à semer la mort et la désolation dans la région, laissant un sentiment d'insatisfaction quant aux résultats des opérations. Face à cette persistance, de nombreux africains ont remis en question l'efficacité des interventions françaises. Les critiques se sont intensifiées, certains voyant dans ces actions non seulement une incapacité à résoudre le problème, mais aussi une forme de néocolonialisme déguisé en mission de stabilisation. En outre, des accusations d'instrumentalisation du terrorisme par la France pour maintenir une influence ou exploiter les ressources africaines se sont répandues, particulièrement sur les réseaux sociaux. Des figures

comme les activistes Kemi Séba et Franklin Nyamsi ont contribué à ces critiques, exacerbant un climat de méfiance et de colère populaire. Par ailleurs, les coups d'État récents au Burkina Faso, au Mali et au Niger, souvent justifiés par la lutte contre le terrorisme et la recherche de souveraineté ont exacerbé les tensions. En outre, le rejet des nouvelles autorités par la France qui a privilégié la transition démocratique a conduit des pays tels que le Burkina Faso, le Mali et le Niger à demander le retrait des forces militaires françaises de leurs pays. Ces opérations fortement médiatisés, mais plus particulièrement le retrait des forces spéciales françaises de l'Opération Barkhane au Mali le 17 février 2022 a ravivé les débats, révélant des fractures diplomatiques importantes. Et comme il fallait s'y attendre, la couverture médiatique de ce retrait a largement été traitée par la presse française.

La présence militaire française au Mali et dans plusieurs pays du Sahel, qui était initialement perçue comme une aide précieuse dans la lutte contre le terrorisme, a progressivement suscité des critiques croissantes. Au début, la puissance de feu de l'armée française avait renforcé l'idée d'une victoire rapide et décisive dans le cadre de l'Opération Barkhane. Cependant, avec le temps, alors que la situation sur le terrain se complexifiait et que la lutte contre le terrorisme semblait s'enliser, ces espoirs de succès rapide se sont dissipés. Les critiques ont alors émergé, notamment sur l'efficacité de l'intervention française, face à la persistance de la violence jihadiste et de l'instabilité dans la région. Parallèlement, des divergences officielles ont surgi, exacerbées par des tensions diplomatiques et des désaccords entre les différents acteurs, y compris entre la France et certains pays africains. Cette dynamique a nourri un sentiment croissant de rejet de la présence militaire française. Dans ce contexte, la France a été accusée, aussi bien au Mali que dans d'autres pays du Sahel, d'incarner une forme de néocolonialisme, accusée de poursuivre des objectifs stratégiques et géopolitiques, parfois perçus comme divergents de la lutte contre le terrorisme. En effet, certains estiment que la France, sous couvert de sécurité, maintient son influence dans la région pour des raisons économiques, politiques ou même militaires, ce qui alimente le ressentiment et la méfiance à l'égard de son rôle. Cette situation a progressivement fait de l'Opération Barkhane un symbole de tensions géopolitiques. Les relations, qui s'étaient progressivement détériorées depuis le retour de l'armée au pouvoir en août 2020 ont atteint un point critique et la rupture apparemment irréversible. Dans la crise franco-malienne, il est pertinent de souligner l'application constante de la stratégie du "tic-au-tac", popularisé par Robert Axelrod (1984). Ce concept,

largement étudié dans le cadre de la théorie des jeux et du dilemme du prisonnier, est bien établi en sciences sociales et en politique. Ainsi, la plupart des décisions et actions ont découlé d'une dynamique de "tic au tac", où chaque mouvement des autorités maliennes et françaises a suscité une réponse immédiate et souvent proportionnelle. Cette stratégie réciproque a conduit à une escalade continue des tensions. Constamment, chaque partie a cherché à répondre aux actions de l'autre de manière équivalente, créant ainsi un cycle de réactions souvent prévisible mais difficile à dénouer. Cette dynamique a intensifié les conflits et les divergences, contribuant à une détérioration progressive des relations et compliquant davantage la résolution du conflit. C'est dans ce contexte que la France a annoncé, en juin 2021, la réduction progressive de son engagement au Sahel.

Puis, le 17 février 2022, la France et ses partenaires ont officialisé cette décision, une annonce relayée par M. Perelman sur les antennes de France 24 (2022).

En raison des multiples obstructions des autorités de transition maliennes, le Canada et les États européens opérant aux côtés de l'opération (française) Barkhane et au sein de la Task Force Takuba estiment que les conditions ne sont plus réunies pour poursuivre efficacement leur engagement militaire actuel (...) au Mali et ont donc décidé d'entamer le retrait coordonné du territoire malien de leurs moyens militaires respectifs dédiés à ces opérations.

En réponse immédiate, le Mali a exigé le retrait sans délai des forces Barkhane et Takuba en arguant que les violations répétées des accords de défense justifiaient une telle mesure. Par ailleurs, l'État malien a demandé que le retrait soit supervisé sous son autorité, selon Abdoulaye Diop (2022). Mais, le retrait de l'Opération Barkhane du Mali a marqué un tournant majeur dans les relations entre la France et ses partenaires africains. Cet événement s'inscrit dans un cadre plus large de tensions géopolitiques, d'évolutions diplomatiques et de transformations des perceptions de la présence française en Afrique. La presse française, en tant qu'acteur majeur de la formation de l'opinion publique, joue un rôle déterminant dans la façon dont cette crise est présentée et interprétée. Ainsi, la couverture médiatique de cette escalade, et plus particulièrement du retrait de l'Opération Barkhane, constitue un sujet d'intérêt majeur dans le cadre de nos recherches. L'étude soulève plusieurs interrogations fondamentales, qui s'articulent autour d'une problématique centrale : Comment la presse française a-t-elle encadré et représenté le retrait

de l'Opération Barkhane du Mali ? Cette interrogation fondamentale soulève une seconde question essentielle : quels cadres narratifs (ou "frames") ont été mobilisés par les médias français pour présenter cet événement ? En esquisses de réponses à ces interrogations nous formulons une première hypothèse qui avance que les médias français présentent principalement les événements et développements liés au Mali, notamment le retrait de la force Barkhane, à travers le prisme de la politique étrangère de la France. L'objectif de l'étude est de comprendre comment la presse française, à travers ses cadres narratifs et ses représentations, contribue à inscrire le retrait de l'Opération Barkhane dans une dynamique plus large de redéfinition des relations internationales et des politiques de sécurité au Sahel.

### **1. Démarche théorique et méthodologique**

Deux théories fondamentales en médias et communication éclairent cette étude : la théorie du framing (E. Goffman, 1974) et la théorie de l'encodage/décodage (S. Hall (1973)). La théorie du framing permet de comprendre comment les médias sélectionnent, organisent et présentent des événements pour orienter les perceptions publiques. Selon E. Goffman (1974), les médias ne se contentent pas de diffuser des informations de manière neutre ; ils créent des cadres narratifs qui influencent la manière dont les audiences interprètent les événements. Dans le cas du retrait de la force Barkhane, les médias français ont souvent encadré l'événement en mettant en avant les défis opérationnels, les tensions diplomatiques et les échecs stratégiques, contribuant à la perception de ce retrait comme une réponse complexe à une situation difficile. En complément, la théorie de l'encodage/décodage de Stuart Hall analyse la manière dont les médias construisent leurs messages (encodage) et comment ces messages sont interprétés par le public (décodage), influencés par les contextes culturels et sociaux des individus. Selon Hall, les messages médiatiques ne sont pas reçus de manière uniforme, mais varient en fonction des perspectives et des expériences de chacun. Ainsi, le retrait de la force Barkhane peut être perçu en France comme une décision stratégique, voire un échec, mais peut également être interprété différemment au Mali, selon les dynamiques locales.

Le mandat méthodologique de cette étude repose sur une approche exclusivement qualitative. L'objectif principal était d'examiner la couverture médiatique du retrait de l'Opération Barkhane dans le paysage médiatique français. Pour ce faire, nous avons analysé des contenus médiatiques issus de divers médias



français, qu'ils soient publics ou privés, sans nous limiter à un corpus spécialisé ou précis. Nous avons choisi une gamme variée de supports, à savoir la presse écrite, la télévision, la radio, les sites Internet et les réseaux sociaux. Cette sélection visait à garantir une lecture diversifiée des narratifs médiatiques. Les médias ont été sélectionnés en fonction de critères tels que l'audience, l'influence et leur capacité à façonner l'opinion publique. Nous avons privilégié des médias qui offrent une analyse approfondie, une couverture généraliste et internationale et qui ont une audience reconnue en Afrique francophone.

Les contenus examinés couvrent la période du 17 février 2022, date de l'officialisation du retrait de la force Barkhane, jusqu'à la fin du mois d'août 2024. Cette période étendue nous a permis de recueillir une gamme large de contenus, de suivre leur actualisation continue, et de cerner les nouveaux développements et rebondissements dans ce dossier complexe. L'analyse a consisté à identifier les thèmes prédominants et les cadrages dominants dans les articles relatifs au retrait de l'Opération Barkhane. En outre, nous avons porté une attention particulière aux discours officiels français relayés par ces médias, en examinant les choix lexicaux, les métaphores, et les récits construits autour de cet événement. Cette approche visait à offrir une vision équilibrée des perspectives médiatiques, à saisir les dynamiques complexes des relations franco-malien et à comprendre les enjeux régionaux liés au retrait de la force Barkhane.

## **2. Résultats**

L'analyse de la couverture médiatique et des déclarations officielles a révélé six thèmes clés. Ils traduisent les différences de perspectives et d'emphases entre les médias français et maliens sur le retrait des forces françaises. Ces occurrences révèlent les perspectives dominantes et les tensions sous-jacentes dans les deux contextes. La couverture médiatique asymétrique se manifeste par des traitements différenciés du retrait des forces spéciales Barkhane, avec des médias français qui mettent en avant la complexité de la crise, les divergences politiques et l'influence russe, tandis que les médias maliens se concentrent sur le néocolonialisme, la condescendance française, les accusations de collusion avec les terroristes et les questions de souveraineté.

**Tableau 1 : Occurrences des termes et thèmes associés à la couverture médiatique**

<b>Cadrage médiatique</b>	<b>Termes et thèmes associés</b>
Complexité de la crise	Échec, complexité, crise prolongée
Instabilité et divergences politiques	Instabilité politique, divergences, tensions politiques, stratégies opposées
Influence russe	Influence russe, réalignement stratégique

**Source (Pira, 2024)**

### **2.1. La complexité du terrorisme sahélien**

Les médias français ont souligné fréquemment la complexité de la crise terroriste au Sahel, en mettant l'accent sur les défis multidimensionnels rencontrés par les forces internationales. Les termes comme "échec", "complexité" et "crise prolongée" apparaissent régulièrement dans les reportages et analyses. La question de savoir si le discours officiel a consciemment ou inconsciemment influencé la production journalistique reste posée. M. Dubuy (2013, p.39) situe cette lecture médiatique à la limite de l'orthodoxie des discours des officiels français :

La complexité du terrorisme au Mali en raison de la multiplication des protagonistes s'est soldée immédiatement par une difficulté à désigner l'ennemi qui s'est faite ressentir dans les discours politiques du président de la République F. Hollande et des ministres des affaires étrangères (L. Fabius) et de la défense (J.-Y. Le Drian).

Elle observe que l'ennemi est globalement désigné comme un « terroriste », ce qui permet d'éviter la complexité d'identifier un adversaire protéiforme qui n'est pas toujours un groupe terroriste au sens classique. Derrière ces descriptions, on peut noter une tendance des médias français à présenter la crise comme un problème systémique, accompagné de défis continus, rendant la gestion de l'intervention internationale particulièrement complexe. Dès le début, I. Lasserre et T. Oberlé (2013) constatent que dans les jours précédant l'intervention française, les autorités ont volontairement modifié le vocabulaire employé, passant de « offensive islamiste » à « guerre contre le terrorisme » en l'espace de 48 heures. L'objectif ici n'est pas d'analyser les nuances de ces choix terminologiques, mais de souligner comment la complexité du terrorisme malien, mise en avant par les politiques, est devenue un thème récurrent dans la

presse française. Par exemple, I. Roufiol publie « Mali, pourquoi Hollande n'ose parler de « terrorisme islamiste » » dans *Le Figaro* du 16 janvier 2013. De même, *L'Express* titre « La guerre au Mali : nos ennemis, ces terroristes » le 15 janvier 2013. Sur *Europe 1*, le 18 janvier 2022, Stéphanie De Muru souligne que : « Le Mali est en butte aux agissements des groupes jihadistes affiliés à Al-Qaïda et à l'organisation État islamique. Il est aussi en proie aux violences communautaires et crapuleuses, ainsi qu'à une crise politique, économique et humanitaire profonde. » Le 21 novembre 2015, après l'attaque terroriste au Radisson Blu de Bamako, les journalistes de l'émission « 7 jours BFM » sur *BFMTV* mettent en avant toute la complexité de l'Opération Barkhane, confrontée à un ennemi presque invisible sur un vaste territoire. A. Antil (2022, 12 janvier) explique sur *Franceinfo* :

(...) Dans la zone (Sahel), il faut comprendre que l'on n'a pas affaire à un vaste front cohérent mais à des dizaines de petits foyers de tensions très localisés, et qu'à un moment, un groupe jihadiste peut venir appuyer l'une des parties prenantes. (...) Le groupe jihadiste peut ainsi s'implanter dans un nouveau terroir et permettre aux populations qui le rejoignent de s'appuyer sur sa force de frappe pour régler leurs problèmes.

Derrière les déclarations et analyses médiatiques se dessine une réalité complexe et fragmentée des dynamiques de conflit dans le Sahel. La fluidité des alliances et des affrontements, qui évoluent selon les circonstances locales, accentue la difficulté de stabiliser la région. Cette complexité est particulièrement mise en lumière dans un reportage de *France 24* (12 septembre 2023), qui décrit l'intensification des rivalités dans les vastes étendues désertiques du nord du Mali, notamment dans les régions de Tombouctou et Gao. On y observe une multitude d'acteurs armés : groupes djihadistes contre l'armée malienne, djihadistes entre eux, groupes touaregs contre jihadistes, et touaregs face à l'armée malienne se disputant le contrôle du territoire. Ces développements montrent que la crise au Sahel ne se réduit pas à une simple lutte entre les forces gouvernementales et les insurgés, mais plutôt à un enchevêtrement de conflits locaux où chaque acteur poursuit ses propres objectifs. Cette fragmentation rend d'autant plus difficile pour l'État malien d'imposer son autorité, comme le souligne le documentaire de N. Prévost et O. Jobard (2023) diffusé sur *France 5*, *Mali, la guerre perdue contre le terrorisme*. Ce film montre l'impuissance d'un État jeune et failli à lutter efficacement contre les groupes jihadistes. La couverture médiatique française met en exergue non seulement la complexité de

la crise terroriste, mais aussi l'incapacité de l'État malien à stabiliser un territoire en proie à de multiples acteurs armés. Cette incapacité, liée à la nature profondément enracinée et systémique des conflits, est récurrente dans les analyses. Les médias, en dépeignant un ennemi insaisissable et une crise presque inextricable, renforcent l'idée que les efforts internationaux, bien qu'importants, sont confrontés à des obstacles quasi insurmontables. Ainsi, cette représentation contribue à une narration où la situation au Sahel est perçue comme un problème complexe et profondément enraciné, sans solution évidente en vue, ce qui complique encore plus les interventions militaires et diplomatiques.

## 2.2. L'instabilité et les divergences politiques

L'instabilité politique au Mali a été un sujet central dans les médias français, qui ont souvent souligné les divergences croissantes entre la France, ses partenaires internationaux, et le gouvernement malien. Ces divergences, qui se sont intensifiées ces dernières années, ont révélé les défis inhérents à la gestion de la crise malienne. Les termes "divergences", "tensions politiques", et "désaccords diplomatiques" sont régulièrement employés dans les analyses médiatiques, ajoutant une couche de complexité à la compréhension des relations entre les différentes parties prenantes. En premier lieu, les tensions entre la France et le Mali se sont exacerbées avec l'arrivée au pouvoir des juntes militaires suite aux coups d'État successifs d'août 2020 et de mai 2021. Ces événements ont marqué un tournant dans les relations franco-maliennes. Dès l'annonce du deuxième coup d'État, Emmanuel Macron a soutenu : « ce qui a été conduit par les militaires putschistes est un coup d'État dans le coup d'État inacceptable, qui appelle notre condamnation immédiate », (*Le Figaro*, 25 mai 2021). Le 26 mai 2021, *Radio France* affirme qu'au Mali, un coup d'État dans le coup d'État révèle une instabilité chronique. Quant au quotidien *Le Monde*, il apporte par la plume de C. Bensimon, M. Le Cam et É. Vincent, (31 mai 2021) que : « ce coup d'État trahit l'instabilité d'un pays-clé dans la lutte contre le djihadisme » Selon *France 24*, la situation s'est encore compliquée en mai 2021, lorsqu' : « avec l'arrestation et la mise à l'écart par les militaires du président de transition et de son Premier ministre, le Mali connaît, neuf mois après un coup d'État, un nouveau rebondissement dans la période d'instabilité que traverse le pays » (25 mai 2021). Ce nouvel épisode a illustré la fragilité de la transition politique et a intensifié les critiques internationales, notamment de la part de la France, qui voyait ses efforts pour stabiliser la région de plus en plus menacés. Ces différentes analyses mettent en lumière la préoccupation française

concernant la sécurité régionale et l'impact de l'instabilité malienne sur les efforts de lutte contre le terrorisme au Sahel. La situation a continué de se détériorer, avec des divergences de plus en plus marquées entre le gouvernement de transition malien et ses partenaires internationaux, notamment la France, sur la manière de gérer la transition politique et de poursuivre la lutte contre les groupes djihadistes. *Radio France Internationale (RFI)*, a décrit, le 15 janvier 2022, la situation comme étant celle d'un « cycle sans fin d'instabilité » au Mali, soulignant les difficultés croissantes à parvenir à une solution durable. Ces divergences ont également été exacerbées par des décisions unilatérales prises par la junte malienne, qui ont souvent pris de court ses partenaires internationaux. Dans la logique du pourrissement, en mai 2022, les autorités maliennes ont rompu les accords de défense avec la France et l'Europe, mettant fin aux cadres juridiques pour les opérations Barkhane et Takuba. Les militaires au pouvoir ont accusé les forces étrangères d'« atteintes flagrantes » à la souveraineté nationale, illustrant ainsi les tensions croissantes entre les parties. Selon *Le Monde* (3 mai 2022), ces événements ont profondément modifié les relations bilatérales, avec le Mali accusant la France d'ingérence, tandis que Paris dénonçait la dérive autoritaire du régime malien. Ces tensions ont culminé lorsque le gouvernement malien a exigé le retrait des troupes françaises de l'opération Barkhane, marquant une rupture dans une coopération militaire vieille de plusieurs décennies. Par ailleurs, C. Macé (21 octobre 2021) publie dans les colonnes de *Libération* :

Le dossier malien est devenu un cauchemar pour les diplomates français. Le président «IBK» a été chassé par un coup d'Etat militaire à l'été 2020. L'opération Barkhane a échoué à contenir l'expansion de l'insurrection jihadiste. Ces dernières semaines, les autorités maliennes multiplient les piques à l'égard de Paris, qui répond tout aussi vertement.

Un an plus tard, *Libération* (19 octobre 2022) rapporte que les tensions entre le Mali et ses partenaires internationaux se sont aggravées. Les sanctions de la CEDEAO, imposées en raison du non-respect des engagements de transition démocratique par le Mali, sont perçues par Bamako comme une ingérence dans ses affaires internes. Les médias tels que *Le Monde*, *Libération*, *Le Figaro*, *L'Humanité*, *France 24*, et *RFI* ont régulièrement souligné l'instabilité politique au Mali, mettant en évidence le rabattement continu des cartes. Cette instabilité a accentué les divergences entre la France, ses partenaires internationaux et le Mali, avec des implications importantes pour la

stabilité régionale et l'avenir de l'intervention internationale au Sahel.

### **2.3. La montée en puissance de l'influence russe au Mali**

Lors d'une conférence de presse aux côtés des présidents sénégalais, ghanéen et du Conseil européen, Emmanuel Macron a déclaré, tel que rapporté par *France 24* (17 février 2022) :

Au cours de 2022, les conditions nécessaires à la poursuite de l'engagement militaire français aux côtés des forces maliennes n'étaient plus réunies. En conséquence, en accord et en coordination avec nos partenaires africains et européens, nous avons décidé la réarticulation de la force Barkhane hors du territoire malien. (...) Nous ne pouvons pas rester engagés militairement aux côtés d'autorités de fait dont nous ne partageons ni la stratégie ni les objectifs cachés", et qui ont recours à "des mercenaires de la société [russe] Wagner" aux "ambitions prédatrices".

Cette déclaration a marqué un tournant décisif dans les relations entre la France et le Mali. En entérinant le retrait des forces françaises, la France a soulevé l'incompatibilité croissante entre ses objectifs et ceux du Mali. Le recours par Bamako au groupe Wagner a symbolisé aux yeux de Paris, la rupture définitive d'une coopération autrefois privilégiée. Ce virage stratégique, perçu comme un défi à l'ordre établi, marque un affaiblissement évident de l'influence française dans son ancien pré-carré ouest-africain. L'évolution de ces relations a intensifié les tensions diplomatiques entre les deux nations, exacerbant les divergences sur la gestion de la crise sécuritaire dans la région. Cet épisode met en évidence la complexité des relations franco-maliennes à l'ère post-coloniale et reste l'un des aspects les plus médiatisés des divergences stratégiques entre Paris et Bamako. Le rapprochement du Mali avec la Russie, au cœur des débats, a été interprété par de nombreux médias comme un signal clair du changement de cap stratégique de Bamako dans sa lutte contre le terrorisme. Pour les observateurs et politiques français, Wagner reste une entité controversée, connue pour ses méthodes brutales et ses objectifs opaques. Le 5 novembre 2022, *BFM TV* a diffusé "Ligne rouge," une enquête de 47 mn consacrée à la société militaire privée Wagner, qui a récemment étendu ses opérations au Mali. Intitulée *Wagner, les mercenaires de Poutine 31/10*, cette enquête, signée et diffusée le 31 octobre 2022, débute avec une introduction percutante de P. Simonnet (2022) :

C'est une milice secrète, sans foi ni loi, aux ordres de Vladimir Poutine : la société militaire privée Wagner est aujourd'hui déployée sur le front ukrainien en soutien aux soldats de l'armée régulière russe. Mais elle a aussi investi un autre terrain de jeu en Afrique depuis l'année dernière : le Mali. Avec pour mission cette fois de déstabiliser la France dans son ancien pré carré africain. Et, vous allez le découvrir dans cette enquête, tous les moyens sont bons pour atteindre ces objectifs.

Cette enquête se concentre sur la montée en puissance de Wagner en Afrique, en particulier au Mali, et révèle une stratégie présumée de déstabilisation menée par la Russie dans des régions historiquement sous l'influence française. Le cadrage adopté par *BFM TV* vise à illustrer cette ingérence, bien que les autorités maliennes affirment qu'il s'agit d'une coopération d'État à État avec la Russie, rejetant toute idée de recours à des mercenaires. Peu de temps après, dans la trouée de *BFM TV*, *France 2* (22 novembre 2022) rapporte que le partenariat entre Bamako et Moscou est perçu comme une provocation directe par la France, qui y voit une tentative délibérée du Mali de s'émanciper de son influence historique en s'alliant avec un acteur réputé pour ses pratiques violentes. La coopération malienne avec le groupe Wagner est particulièrement médiatisée, notamment à travers des accusations d'exactions et de violations des droits humains comme l'indique Jean-Yves Le Drian (31 mars 2023), Ministre des Affaires étrangères de la France, déclare sur la chaîne d'information *France 24* :

Tous les éléments que nous avons montrent que la présence de Wagner au Mali, c'est des exactions et la limitation des libertés publiques, C'est un nouvel autoritarisme qui fait que la junte au pouvoir est prise un peu en otage aussi sur ces points-là par la force Wagner. Wagner, qui était réputé devoir être une force de libération, c'est une force d'exaction et de prédation.

Cette déclaration souligne la gravité des accusations portées contre Wagner et soulève les inquiétudes croissantes quant à l'impact de cette coopération sur la situation des droits humains au Mali. Les propos de Le Drian reflètent également la perception française selon laquelle la junte malienne, loin de renforcer sa souveraineté, se trouve en réalité sous l'influence croissante d'une force extérieure aux méthodes controversées. La presse française a largement mis en avant les divergences stratégiques résultant du rapprochement du Mali avec la Russie et le soutien au groupe Wagner. Dans ce contexte de bouleversement historique et de tensions croissantes, les médias ont souligné un environnement complexe où les enjeux géopolitiques et sécuritaires sont profondément interconnectés.

### 3. Discussion

La couverture médiatique française du retrait de l'Opération Barkhane et du rapprochement du Mali avec la Russie doit être examinée à travers le prisme de l'instabilité politique au Mali, notamment les coups d'État de 2020 et 2021. Ces événements ont marqué un tournant décisif dans les relations entre Paris et Bamako, mettant en lumière les tensions croissantes largement couvertes par les médias français. Selon la théorie du framing d'Erving Goffman (1974), les médias structurent les informations de manière à orienter les perceptions du public. Les médias français, tels que *Le Monde* et *Le Figaro* ont encadré les coups d'État comme des crises majeures qui ont exacerbé l'instabilité au Mali et perturbé les efforts internationaux pour stabiliser la région. Cette approche a contribué à la perception du retrait de Barkhane comme une réponse à une situation devenue intenable en raison de la détérioration des relations avec un gouvernement malien hostile. En outre, le rapprochement du Mali avec la Russie, symbolisé par l'engagement du groupe paramilitaire Wagner a été un aspect central de la couverture médiatique française. Les médias, comme BFM TV dans son enquête « Wagner, les mercenaires de Poutine » ont mis en avant cette force militaire comme une force de déstabilisation visant directement les intérêts français en Afrique. Cette narration a été renforcée par le discours de Jean-Yves Le Drian sur France 24, qui a décrit Wagner comme une force de prédation compromettant les droits humains et les efforts internationaux de stabilisation. Ce cadrage a accentué l'idée que le rapprochement avec la Russie était une provocation directe envers la France, renforçant ainsi la rupture entre Paris et Bamako. La théorie de l'encodage/décodage de Stuart Hall (1973) est également pertinente pour comprendre cette dynamique. Hall examine comment les messages médiatiques sont créés, interprétés et reçus en fonction des contextes culturels et sociaux. Dans le contexte de cette étude, la couverture médiatique française a encodé le retrait de Barkhane et le rapprochement avec la Russie comme des manifestations d'hostilité et de déstabilisation. Cette vision a été décodée par le public français comme une défaite stratégique et un affaiblissement de l'influence française en Afrique de l'Ouest. Les reportages ont souvent présenté la France comme contrainte de se retirer en raison de l'hostilité croissante des nouvelles autorités maliennes et de l'inefficacité de sa mission face à une situation politique en constante évolution. En outre, en mettant en avant les méthodes controversées de Wagner et en soulignant la rupture avec les alliances traditionnelles, la presse française a façonné une vision critique de la coopération malienne avec Moscou.



Cette couverture a renforcé la justification du retrait et orienté l'opinion publique vers une compréhension défavorable des changements géopolitiques en cours au Mali. Cette étude montre qu'en définitive, la couverture médiatique française a fourni un cadre essentiel pour comprendre les dynamiques complexes entre la France et le Mali.

## **Conclusion**

Cette étude a révélé des dynamiques importantes dans la couverture médiatique française du retrait de l'Opération Barkhane du Mali. Les résultats mettent en évidence la manière dont la presse française a représenté ces événements clés et leur impact sur les perceptions publiques et diplomatiques. Premièrement, l'analyse démontre que les médias français ont largement mis en avant les effets déstabilisants des coups d'État de 2020 et 2021 sur la politique malienne. L'arrivée des juntes militaires a été interprétée comme une rupture brutale avec les politiques antérieures, exacerber les tensions entre Paris et Bamako. Les médias ont souligné comment ces changements ont conduit à la fin de la coopération franco-malienne, marquant un tournant dans l'engagement militaire français en Afrique. Deuxièmement, le rapprochement du Mali avec la Russie, en particulier à travers le recours au groupe paramilitaire Wagner a été au cœur de la couverture médiatique. Les médias français ont décrit cette alliance comme une tentative délibérée de déstabiliser l'influence française dans son ancien pré carré africain. La représentation de Wagner comme une force brutale et prédatrice a non seulement renforcé la perception d'une rupture définitive mais a également accentué les tensions diplomatiques entre les deux nations. Cette couverture a permis de comprendre les répercussions de la stratégie malienne sur la scène internationale et la manière dont elle a été perçue comme une provocation directe. L'étude a également mis en lumière le rôle des médias français dans la formation des perceptions publiques et des attitudes envers les politiques étrangères. La présentation des événements, des enjeux et des acteurs a joué un rôle majeur dans la manière dont le public et les décideurs perçoivent les relations franco-maliennes et les implications géopolitiques du retrait de Barkhane. En dépeignant la France comme étant contrainte de se retirer face à une nouvelle alliance hostile, les médias ont contribué à façonner une narrative de défaite stratégique et de perte d'influence. L'apport original de cette recherche réside dans sa capacité à connecter les aspects de la

couverture médiatique à des dynamiques politiques et géopolitiques plus larges. L'étude montre comment la couverture médiatique peut non seulement informer, mais aussi façonner les attitudes et les politiques en réponse à des crises internationales complexes. Cette recherche souligne l'importance de la presse dans la compréhension et l'interprétation des évolutions géopolitiques et leurs répercussions sur les relations internationales. Pour approfondir cette analyse, il serait utile d'examiner comment d'autres acteurs internationaux, comme les médias russes, maliens ou les ONG, couvrent des événements similaires et influencent les perceptions globales. Une approche comparative pourrait enrichir la compréhension des dynamiques médiatiques internationales et de leur impact sur les relations géopolitiques. En outre, il serait pertinent d'étudier l'évolution future de ces relations et de la couverture médiatique afin de mieux comprendre les stratégies de communication et d'influence dans un contexte où les enjeux géopolitiques et les alliances sont en constante évolution.

## Bibliographie

- AXELROD Robert, 1984, *The evolution of cooperation*. New York , Basic Books.
- BENSIMON Cyril, LE CAM Morgan et VINCENT Élise (2021). « Comment le Mali a vécu un deuxième coup d'État en moins d'un an ? », *Le Monde.fr*, [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2021/05/31/au-mali-la-semaine-ou-le-colonel-goita-s-est-couronne-president\\_6082131\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2021/05/31/au-mali-la-semaine-ou-le-colonel-goita-s-est-couronne-president_6082131_3212.html) (Page consultée le 26 août 2024).
- BENSIMON Cyril et al, 2022, « Au Sahel, l'insurmontable échec de la stratégie française », *Le Monde.fr*, [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2023/11/03/au-sahel-l-insurmontable-echec-de-la-strategie-francaise\\_6197973\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2023/11/03/au-sahel-l-insurmontable-echec-de-la-strategie-francaise_6197973_3212.html) (Page consultée le 26 août 2024).
- DARTOIS Florence, 2020, « 11 janvier 2013 : le début des opérations militaires françaises au Mali », Institut National de l'Audiovisuel (INA), <https://www.ina.fr/ina-eclairage-actu/11-janvier-2013-le-debut-des-operations-militaires-francaises-au-mali> (Page consultée le 24 août 2024).

- DUBUY Mélanie, 2013, « La spécificité de la menace terroriste au Mali : quelles conséquences internationales ? », *Civitas Europa*, no 31, p. 35-57.
- ÉLYSÉE, 2013, « Conférence de presse de M. François Hollande, Président de la République, sur les relations entre la France et les Émirats arabes unis et sur l'intervention militaire française au Mali, à Dubaï le 15 janvier 2013 », <https://www.elysee.fr/francois-hollande/2013/01/15/conference-de-presse-de-m-francois-hollande-president-de-la-republique-sur-les-relations-entre-la-france-et-les-emirats-arabes-unis-et-sur-l-intervention-militaire-francaise-au-mali-a-dubai-le-15-janvier-2013> (Page consultée le 13 août 2024).
- FRANCE 24, 2013, « Mali : intervention de François Hollande et Dioncounda Traoré », <https://www.youtube.com/watch?v=-NeGP2uRLdg> (Page consultée le 24 août 2024).
- FRANCE 24, 2022, « La France et ses partenaires annoncent leur retrait militaire du Mali », <https://www.france24.com/fr/france/20220217-en-direct-fin-de-partie-pour-l-op%C3%A9ration-barkhane-au-mali> (Page consultée le 25 février 2024).
- FRANCE INTER, 2021, « Au Mali, un coup d'État dans le coup d'État révèle une instabilité chronique », <https://www.radiofrance.fr/franceinter/podcasts/geopolitique/au-mali-un-coup-d-etat-dans-le-coup-d-etat-revele-une-instabilite-chronique-9913740> (Page consultée le 26 août 2024).
- GOFFMAN Edwin, 1974, *Les cadres de l'expérience*. Paris, Éditions de Minuit.
- HALL Stuart, 1973, « Encoding and decoding in the television discourse », Communication pour le Colloque du Conseil de l'Europe sur la Formation. *Critique du langage télévisuel*, Birmingham, Université de Birmingham.
- LACHKAR Michel, 2022, « Sahel : Au Mali et au Burkina Faso, les services de sécurité sont quasiment effondrés », *Franceinfo*, [https://www.francetvinfo.fr/monde/afrique/politique-africaine/sahel-au-mali-et-au-burkina-faso-les-services-de-securite-sont-quasiment-effondres-affirme-alain-antil-chercheur-a-l-ifri\\_4912705.html](https://www.francetvinfo.fr/monde/afrique/politique-africaine/sahel-au-mali-et-au-burkina-faso-les-services-de-securite-sont-quasiment-effondres-affirme-alain-antil-chercheur-a-l-ifri_4912705.html) (Page consultée le 26 août 2024).
- MACÉ Célian, 2021, « Diplomatie : Paris-Bamako, de l'entente à l'embrouille », *Libération*,

[https://www.liberation.fr/international/afrique/entre-paris-et-bamako-chronique-dune-brouille-annoncee-20211021\\_P26N4GELWJAWZM4F3B75H2JF6U/](https://www.liberation.fr/international/afrique/entre-paris-et-bamako-chronique-dune-brouille-annoncee-20211021_P26N4GELWJAWZM4F3B75H2JF6U/) (Page consultée le 26 août 2024).

(de) MURU Stéphanie, 2022, « Le Mali demande à la France de retirer ses soldats « sans délai » », *Europe 1*, <https://www.europe1.fr/international/le-mali-demande-a-la-france-de-retirer-ses-soldats-sans-delai-4094754> (Page consultée le 26 août 2024).

PERELMAN Marc, 2022, « Mali : la junte décide d'expulser l'ambassadeur de France, Paris rappelle son diplomate », *France 24*, <https://www.france24.com/fr/info-en-continu/20220131-mali-la-junte-donne-72-heures-%C3%A0-l-ambassadeur-de-france-pour-quitter-le-pays> (Page consultée le 25 août 2024).

PRÉVOST Nathalie et JOBARD Olivier, 2023, *Mali, la guerre perdue contre le terrorisme, documentaire, 70 min*, Paris, Luc Martin-Gousset.

RIOUFOL Ivan, 2013, « Mali : pourquoi Hollande n'ose parler de "terrorisme islamiste" », *Le Figaro*, <https://www.lefigaro.fr/blogs/rioufol/2013/01/pourquoi-hollande-nose-parler.html>, (Page consultée le 26 août 2024).